

L'adresse de Christhelle H. Alioza à l'endroit des acteurs

La Guérite ^{2.000 F}

"Quotidien béninois d'information, d'analyse, d'investigation et de publicité "La Guérite N°1036 du lundi 16 Septembre 2024
Autorisation N°1048/MISP/DC/SG/DAI/SCC DU 06 Mai 2008 11ième année. Tél.: (00229) 97-26-26-71

Informez plus et autrement

Difficultés de vente pour la raffinerie Dangoté

Un marché
sous tension ^{P.3}

Dédouanement frauduleux des véhicules d'occasion ^{P.3}

Comment des transitaires volent l'État

7è édition du tournoi Sokpin d'Abomey dans le Zou ^{P.8}

Armand Affossogbé renouvelle son engagement envers la jeunesse



Promotion et valorisation des atouts des communautés à la base ^{P.10}

Le Sic 2024, une opportunité d'investissements pour révéler les communes

7è édition du tournoi «Amos Champion's League Langanfin» ^{P.7}

Tp Mazembe de Bohicon remporte le trophée

(Pari gagné pour Amos Langanfin, soutenu par le président Abdoulaye Bio Tchané)

Retrouvez nos articles sur www.gueritetvmonde.bj

LA GUERITE

"Quotidien béninois d'information, d'analyse, d'investigation et de publicité"

Informer plus et autrement

Directeur Général

Jean Eudes DAKIN
Tél/WhatsApp : 97819137

Directeur de Publication

Chamss-Deen BADAROU
Tél/WhatsApp : 00229 97262671

Rédaction

Latifath KOWENOU
Faosiya SEFOU
Anselme ORICHA
Amanda E. DACKY

Graphiste

S - Design



Tél/WhatsApp : 00229 91 19 10 10



ACTUALITE *Dédouanement frauduleux des véhicules d'occasion*

Comment des transitaires volent l'État

Chamss-Deen BADAROU

Le secteur du dédouanement des véhicules d'occasion au Bénin est en proie à des pratiques frauduleuses qui pénalisent l'État. Certains transitaires peu scrupuleux, en complicité avec des agents des douanes, détournent les recettes publiques par des méthodes aussi astucieuses que malhonnêtes. Ces pratiques plongent non seulement les clients dans des situations délicates, mais aussi privent l'État de revenus substantiels.

Le stratagème des fausses déclarations douanières

Le premier mode opératoire consiste à manipuler les montants dus à la douane. Un transitaire, après avoir encaissé le tarif normal pour le dédouanement d'un véhicule acheté sur un parc de vente de voitures d'occasion, refuse de verser à l'État le montant correspondant. Il procède à une fausse déclaration, généralement avec la complicité de certains agents en charge de la perception des taxes. Résultat : une réduction fantaisiste des droits de douane et un manque à gagner pour le Trésor public. Ces arrangements illicites enrichissent les transitaires au détriment des recettes de l'État.

La fraude sur les véhicules en transit

Un autre procédé tout aussi scandaleux consiste à faire sortir un véhicule «en transit». En principe, cela signifie que le véhicule est censé être



exporté vers un pays voisin. Or, en réalité, les transitaires indélicats gardent le véhicule au Bénin et, toujours avec l'aide d'agents complices, parviennent à obtenir de fausses plaques d'immatriculation et des cartes grises. Ces véhicules circulent alors librement sur le territoire, échappant à toute forme de taxation régulière.

Des conséquences lourdes pour les propriétaires

Ces manœuvres frauduleuses ont de graves répercussions pour les acheteurs de bonne foi. Lors des contrôles routiers, il n'est pas rare que les agents de la

douane découvrent la supercherie. Dans ce cas, le client, qui ignorait tout de la fraude, est contraint de régler la différence entre les droits réellement dus et ceux faussement déclarés par le transitaire, sous peine de voir son véhicule confisqué. Le cas récent d'une propriétaire de Lexus RX 330 grise, arrêtée il y a deux ans, illustre bien cette situation. Elle a dû verser une somme de près de 300.000 francs CFA avant de pouvoir circuler à nouveau, tout en sachant que son transitaire s'en est sorti indemne.

Un réseau bien rodé

Le stratagème ne s'arrête pas

là. Pour les véhicules prétendument sortis du territoire mais qui reviennent secrètement au Bénin, c'est un autre réseau bien organisé qui opère. Ce système de fraude généralisée continue de proliférer, mettant en lumière l'impuissance ou la complaisance de certains agents publics.

Des mesures urgentes à prendre

Face à cette situation, l'État béninois se doit de réagir fermement pour protéger ses recettes fiscales et les citoyens honnêtes. Le renforcement des contrôles internes et la mise en place d'un sys-

tème de vérification rigoureuse pour tous les véhicules en transit ou en dédouanement sont des mesures indispensables pour mettre fin à cette pagaille. La lutte contre la corruption au sein des douanes doit également être intensifiée afin que les coupables, tant du côté des transitaires que des agents complices, soient poursuivis et punis avec la plus grande sévérité.

Le silence des autorités face à ces pratiques, qui gangrènent le secteur, ne fait qu'encourager l'impunité. Il est temps de rétablir la justice et de protéger les intérêts de l'État ainsi que des contribuables.

L'Unicef réagit et fait le point des actions en faveur des sinistrés des inondations

Faosiya SEFOU

Dans un communiqué rendu public, l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a exprimé sa vive inquiétude face aux effets dévastateurs des inondations récentes qui ont frappé l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Ces inondations ont touché environ 4 millions de personnes, dont de nombreux enfants, entraînant le déplacement de plus de 500 000 personnes et la destruction de plus de 300 000 habitations. L'UNICEF a réagi en septembre 2024 et a profité de l'occasion pour présenter les actions entreprises afin de venir en aide aux populations sinistrées.

Selon l'UNICEF, les inondations s'étendent du Liberia au Nigeria, en passant par le Mali, le Niger, et le Tchad, avec l'Afrique centrale également touchée. Dans le nord-est du Nigeria, la rupture d'un barrage cette semaine a accentué les déplacements de population, et l'on estime que 40 % de la ville de Maiduguri est désormais inondée, affectant près de 200 000 personnes. D'autres barrages dans la sous-région sont également



sous pression en raison des fortes précipitations, et l'on craint que d'autres ruptures de barrages entraînent des déplacements encore plus importants.

« Nous prévoyons des inondations encore plus graves d'ici la fin de l'année, ce qui risque d'aggraver la situation des enfants et des familles dans la région », a déclaré Gilles Fagninou, directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. « Les phénomènes météorologiques violents affectent de plus en plus cette région, rendant l'environnement encore plus difficile pour les enfants qui peinent

déjà à voir leurs droits fondamentaux respectés, notamment en matière de survie, de sécurité et d'éducation. »

Actions humanitaires de l'UNICEF

Au Nigeria, l'UNICEF déploie rapidement des fournitures de santé et des kits WASH (eau, assainissement et hygiène) prépositionnés dans les zones touchées par les inondations. Elle collabore également avec les autorités locales pour enregistrer 5 000 ménages en vue de distributions d'argent d'urgence. On estime à 900 000 le nombre de personnes touchées par les inondations dans le pays.

L'organisation soutient également l'enregistrement des personnes déplacées sur les sites de relocalisation, en collaboration avec l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) et le HCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés).

En collaboration avec la Croix-Rouge tchadienne, l'UNICEF distribue des fournitures telles que des tentes, des nattes en plastique, des couvertures, des vêtements et des chaussures aux sinistrés du Tchad. Au Mali, l'organisation a livré des articles ménagers et sanitaires d'urgence, déployé des cliniques mobiles, mis en place des

espaces accueillants pour les enfants, et intensifié la sensibilisation communautaire sur l'hygiène et l'assainissement. Le 23 août 2024, le gouvernement malien a déclaré l'état de catastrophe nationale, près de 72 000 enfants ayant déjà été affectés par les inondations dans les 19 régions du pays.

Au Niger, l'UNICEF distribue des kits de lutte contre le paludisme pour répondre aux besoins de 22 000 personnes, ainsi que des fournitures pour le traitement de l'eau, 900 000 barres de savon, et bien d'autres articles essentiels. L'UNICEF souligne que 16 des 24 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre figurent parmi les 30 pays les plus à risque pour les enfants selon son Indice de risque climatique pour les enfants.

Appel à l'aide

L'UNICEF lance un appel urgent pour obtenir 6 millions de dollars de financement flexible, afin de soutenir les enfants et les familles les plus vulnérables affectés par ces inondations à travers la région.

GUÉRITE TV MONDE

BOHICON

GUÉRITE TV MONDE

Rouvre ses portes le 1^{er} Octobre prochain

📞 | 00229 91 19 1010



SOCIETE *Éducation à la bonne citoyenneté*

La tenue du camp national d'immersion des militants et sympathisants pour la citoyenneté et l'appropriation des textes

(Un pari gagné pour Armand Djeigo et sa suite)

Amanda E. Dackey

Venus de plusieurs départements du Bénin, notamment de la zone Sud, à savoir l'Atlantique, le Littoral, le Mono, le Couffo, l'Ouémé, le Plateau, le Zou et les Collines, des dizaines de citoyens ont participé au camp national d'immersion des militants et sympathisants pour la citoyenneté et l'appropriation des textes. Cette initiative de l'association «Voix Citoyennes Unies» a permis aux participants, pendant trois jours, de se familiariser avec les dispositions de la loi de novembre 2019 ainsi que celles de la loi du 15 mars 2024, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi de 2019 sur le code électoral de la République du Bénin.

Les discussions ont également porté sur l'observation des élections par les organisations de la société civile ainsi que sur le développement local. Plusieurs interventions ont enrichi les débats au cours des séances. Michel Ahonon, l'un des communicateurs du camp, a souligné l'importance du débat citoyen. Selon lui, cet objectif vise à permettre aux acteurs politiques de prendre les meilleures décisions dans le but de sauvegarder la paix et la cohésion sociale au Bénin.

Armand Djeigo, président de l'association Voix Citoyennes Unies, précise que l'objectif de ce camp est d'éduquer les participants aux valeurs de la citoyenneté afin d'impacter les populations à la base.

Pour Pauline Tognonvi et



Marion Hounmasse, participantes au camp, elles

affirment être désormais suffisamment outillées pour participer aux débats citoyens sur des enjeux nationaux.

Pour rappel, l'association Voix Citoyennes Unies (VCU) a été fondée le samedi 20 avril 2024. Selon son président, elle se veut être une communauté d'acteurs engagés dans la citoyenneté active, utilisant leur expertise pour impacter le Bénin, prendre une part active dans les débats nationaux et les actions sociales de grande envergure.

Débuté le jeudi 12 septembre 2024 au centre Jean Eudes d'Atropokodji, le camp national d'immersion des militants et sympathisants pour la citoyenneté et l'appropriation des textes a pris fin le samedi 14 septembre 2024 sous une note de satisfaction des participants venus des départements de la zone Sud du Bénin. Après la zone Sud, ce sera dans quelques jours le tour des populations du Nord du Bénin avec la tenue du camp à Parakou.



Une enveloppe de 29.318.497.486 adoptée à l'unanimité

L'Assemblée nationale du Bénin a délibéré et adopté en sa séance du jeudi 12 septembre 2024 son budget gestion 2025. Voté à l'unanimité des députés présents et représentés, ledit budget est arrêté à la somme de 29.318.497.496 milliards de FCFA.

El-Hadj Affissou Anonrin

Comparativement à la gestion 2024, où il était arrêté à la somme de 24.788.969.569 F CFA, le budget 2025 de l'Assemblée nationale connaît un accroissement de 18,27%. Cet accroissement, selon le Président Louis Gbèhounou Vlavonou se justifie par l'inscription d'une ligne budgétaire de montant 7 milliards de FCFA correspondant aux frais de remboursement du prêt consenti pour la poursuite des travaux de construction du nouveau siège de l'Assemblée nationale du Bénin.

Bien avant le débat général qui a précédé le vote de ce budget, le Président Louis Gbèhounou Vlavonou a fait le point de l'exécution du budget de l'Assemblée nationale pour le compte de l'année 2024. A la date du 30 août 2024, le point d'exécution du budget de l'Assemblée nationale dégage une dépense globale de 16.836.369.140 F CFA, base engagement, soit un taux d'exécution de 61,01% du budget remanié. D'autres détails relativement aux dépenses du personnel ont été présentés par le Président Louis Gbèhounou Vlavonou.

Plusieurs députés ont au cours de la séance pris la parole pour faire part de leurs observations. Qu'ils soient de la majorité parlementaire (Bloc Républicain et Union progressiste le Renouveau)



ou de la minorité parlementaire (Les Démocrates), ils ont félicité le Président Louis Gbèhounou Vlavonou, les Questeurs, les membres de la Commission des finances et les cadres de la Direction de la Questure pour les diligences qui ont été faites pour que les documents parviennent à temps aux députés. Ils ont surtout salué la clarté des documents soumis à leur appréciation.

Les députés Natacha Kpotchan, Orou Tama Viviane, Edwige Tossa, Gladys Tossou et autres ont remercié le Président Louis Gbèhounou Vlavonou pour avoir reconduit les crédits alloués l'année dernière au Caucus des femmes parlementaires du Bénin. Ceci, ont-elles dit, rend compte de ce que l'Assemblée nationale du Bénin porte un regard bienveillant sur le budget sensible aux genres. La question relative à l'octroi de crédits aux différents réseaux

des parlementaires béninois et aux groupes d'amitié a été particulièrement soulevée par l'honorable Natacha Kpotchan.

Dans son intervention, l'honorable Kamel Ouassangari a lui aussi remercié le Président pour la clarté du document soumis à leur attention. Il a cherché à savoir pourquoi les compléments de frais de mission qui étaient accordés aux

députés ont été subitement supprimés, mettant ainsi en difficulté les députés en mission à l'extérieur du Bénin. La question du recrutement du personnel administratif de l'Assemblée nationale a été soulevée par ce député du parti Les Démocrates. L'honorable Issiaka Arouna du même parti a cherché à savoir pourquoi les crédits alloués à la construction du siège de l'Assemblée nationale sont passés de 3 mil-

liards à 7 milliards.

Dans sa prise de parole, le Président Louis Gbèhounou Vlavonou a lui aussi salué l'élan qui a accompagné l'examen de ce projet de budget. Il s'est senti très honoré des félicitations qui lui ont été adressées.

Pour ce qui est des recrutements, le Président Louis Gbèhounou Vlavonou a dit qu'il n'y a eu qu'un seul recrutement depuis la 8ème législature jusqu'à aujourd'hui malgré les besoins. Et c'est un recrutement qui s'est fait en prévision des départs à la retraite des agents les plus anciens. Le Président Louis Gbèhounou Vlavonou a surtout exhorté ses collègues députés à ne pas trop se coller aux prévisions surtout que les ressources sont envoyées par quart trimestriel à l'Assemblée nationale et ceci, en tenant compte de la manière dont ces ressources sont mobilisées par les régies financières de l'État.



SPORT 7^e édition du tournoi «Amos Champion's League Langanfin»

Tp Mazembe de Bohicon remporte le trophée

(Pari gagné pour Amos Langanfin, soutenu par le président Abdoulaye Bio Tchané)

Latifath KOWENOU

TP Mazembe de Bohicon est le vainqueur de la 7^e édition du tournoi Amos Champion's League LANGANFIN, une initiative de Amos LANGANFIN, membre du parti Bloc Républicain. La finale, qui a opposé Buffles FC de Zakpota au TP Mazembe de Bohicon, s'est soldée par une victoire de ce dernier aux tirs au but (5-4), après un match nul à la fin du temps réglementaire. Cet événement s'est tenu ce samedi 14 septembre 2024, en présence de nombreuses personnalités politico-administratives, dont le ministre d'État Abdoulaye BIO TCHANÉ, président du parti Bloc Républicain. Tous étaient réunis sur le terrain du CEG1 CANA dans le Zou pour encourager la jeunesse.

Le tournoi départemental du Zou Amos Champion's League LANGANFIN, initié depuis sept ans, vise à consolider les liens fraternels et de solidarité entre les fils et filles de la région, mais aussi à promouvoir les jeunes. «C'est un tournoi unificateur, qui rassemble les jeunes et qui permet aux coaches, que j'appelle personnellement, de détecter les talents», a souligné le promoteur, précisant que nombreux sont ces talents qui se retrouvent aujourd'hui dans des clubs de division grâce au tournoi.

Après avoir remercié les têtes couronnées et les personnalités politico-administra-



tives pour leur mobilisation massive, le promoteur a exprimé sa reconnaissance au président du parti Bloc Républicain, Abdoulaye BIO TCHANÉ, venu soutenir la jeunesse du Zou. Pour lui, le président du parti ne s'est pas déplacé pour sa petite personne, mais plutôt pour la jeunesse du Zou. «Il est là pour nous, les jeunes. Une manière de nous dire qu'il nous suit de très près et qu'il nous soutient», a-t-il indiqué

avant d'ajouter que «nous, les jeunes, nous nous retrouvons à travers ce qu'il fait dans le Programme d'Action du Gouvernement». Pour remercier le chef de l'État Patrice TALON pour ses différentes actions, un bain d'applaudissements lui a été adressé.

Le député Armand GANSE, ayant suivi la finale de bout en bout, s'est également dit satisfait de remarquer que

la jeunesse des 23^e et 24^e circonscriptions électorales est prête. Selon le député de la neuvième législature, plusieurs lectures se font à travers le football, notamment des lectures politiques, ce dont il est heureux.

Par ailleurs, le match de classement a permis à Lama FC d'occuper la troisième place de la compétition. Les trois équipes finalistes de la 7^e édition de ce tournoi ont

reçu des jeux de maillots, des trophées, des médailles, des enveloppes financières et bien d'autres lots.

Le président Abdoulaye BIO TCHANÉ a félicité l'organisateur du tournoi et n'a pas manqué d'encourager la jeunesse du Zou. «C'est la 7^e édition du tournoi, je vais en profiter pour féliciter surtout Amos LANGANFIN pour sa résilience qui fait de ce tournoi un événement important chaque année à Zogbodomey et dans la circonscription», s'en est-il réjoui. Tout en félicitant l'initiateur du tournoi, le président Abdoulaye BIO TCHANÉ a demandé à la jeunesse de soutenir Amos LANGANFIN pour le tournoi, mais aussi pour des événements plus importants.

Et pour la 7^e fois, les rideaux du tournoi Amos Champion's League LANGANFIN sont tombés sous le signe de la satisfaction et de la reconnaissance.



Armand Affossogbé renouvelle son engagement envers la jeunesse

La grande finale de la septième édition du tournoi Sokpin d'Abomey s'est déroulée ce samedi 14 septembre 2024 sur le terrain d'Adandokpodji. Organisé par l'acteur politique et membre du Bloc Républicain, Armand AFFOSSOGBÉ, cet événement a une nouvelle fois été marqué par la présence de plusieurs personnalités politico-administratives, dont le Ministre d'État Abdoulaye BIO TCHANÉ.

Faosiya SEFOU

Cette initiative en faveur de l'épanouissement de la jeunesse et de la solidarité au sein du Bloc Républicain dans la région vise à détecter des talents et à promouvoir la jeunesse. Soutenu par plusieurs députés, cadres du parti, jeunes et femmes, le promoteur du tournoi a donné le coup d'envoi du match. «Je suis heureux de la conclusion réussie de cette édition», a déclaré Armand

AFFOSSOGBÉ, ajoutant que son rêve est de voir des stars internationales émerger de ses tournois.

La finale a opposé Guezo FC à Sanglier FC de Detohou, deux équipes qui ont offert un magnifique spectacle à une foule nombreuse venue assister à l'événement. Après un match intense, Sanglier FC de Detohou s'est imposé lors de la séance de tirs au but, remportant ainsi la coupe du tournoi. Émilien Weke, capitaine de l'équipe

gagnante, a salué l'initiative du promoteur.

Plusieurs récompenses, dont des jeux de maillots, des ballons, des médailles et des enveloppes financières, ont été remises aux équipes finalistes. Sanglier FC de Detohou a célébré sa victoire en brandissant fièrement la coupe.

Armand AFFOSSOGBÉ a promis de poursuivre ses efforts et d'apporter davantage d'innovations pour les prochaines éditions du tournoi.



JUSTICE

Préavis de sit-in au ministère de la Justice

Les syndicats judiciaires en mouvement à Cotonou

Un climat de tension s'installe au sein du secteur judiciaire béninois. Un sit-in est en effet prévu pour le 7 octobre prochain devant le ministère de la Justice à Cotonou. Cette manifestation, initiée par un collectif de syndicats du secteur, vise à dénoncer la dégradation des conditions de travail et d'autres problèmes connexes affectant les agents judiciaires.

Anselme ORICHA

Le préavis de ce mouvement de protestation a été officiellement déposé le 6 septembre, marquant ainsi le début d'une mobilisation qui pourrait prendre de l'ampleur. Huit syndicats se sont unis pour porter cette revendication collective : le SYNTRAJAB, l'UNAMAB, le SYNTRA-JUSTICE, le SYNAGOJUB, l'UNOGEC-BENIN, le SYNTRA-JRI, le SYNAPPE-JUSTICE et l'UNP-JUSTICE. Ensemble, ils espèrent sensibiliser les autorités aux difficultés crois-



santes auxquelles les agents du secteur sont confrontés.

L'une des principales raisons de ce sit-in est la dénonciation de ce que les syndicats considèrent comme une «mainmise» sur les

fonds rétrocédés, ainsi que la suppression de certains avantages légaux dont bénéficient les travailleurs du secteur judiciaire. Ces fonds, qui devraient en principe contribuer à l'amélioration des conditions de travail,

seraient, selon les syndicats, détournés de leur objectif initial, ce qui accentue les frustrations des agents.

Face à l'absence de réponses concrètes de la part du Garde des Sceaux, les syndicats ont également mis en garde contre un éventuel durcissement du mouvement. Si aucune solution n'est trouvée dans les jours à venir, la mobilisation pourrait s'intensifier, avec des conséquences potentiellement lourdes pour le fonctionnement du système judiciaire.

Selon les informations re-

layées par Crystal News, cette situation s'inscrit dans un contexte plus large de mécontentement au sein du secteur public, où de nombreux corps de métiers se plaignent de la baisse des conditions de travail et de la gestion des fonds publics. Le 7 octobre sera donc une date clé pour mesurer l'ampleur de la mobilisation et la réaction des autorités.

En attendant, le collectif reste déterminé à obtenir des réponses claires et des actions concrètes pour améliorer les conditions de travail des agents judiciaires.

POLITIQUE *Naufrage à Mbour au Sénégal*

Macky Sall envoie une délégation de l'APR à Tivaouane pour exprimer ses salutations et condoléances

Anselme ORICHA

Bien que physiquement éloigné du Sénégal, l'ancien président Macky Sall continue de maintenir des liens étroits avec les institutions religieuses du pays. Le jeudi 12 septembre 2024, il a dépêché une délégation de l'Alliance Pour la République (APR) à Tivaouane, un des hauts lieux de la confrérie tidiane. Conduite par Abdoulaye Daouda Diallo, ancien ministre et figure de proue du parti, cette mission avait pour but de transmettre les salutations de l'ancien chef d'État au Khalife général des Tidianes, tout en présentant les condoléances de la nation après le tragique naufrage d'une pirogue à Mbour.

Composée de personnalités de haut rang, notamment d'anciens ministres, de parlementaires et d'élus locaux, la délégation a été reçue avec honneur par les dignitaires



religieux de Tivaouane. Cette présence, malgré l'absence physique de Macky Sall, témoigne de l'importance que ce dernier accorde aux liens historiques qui l'unissent à la confrérie tidiane.

Devant l'assemblée des chefs religieux, Abdoulaye Daouda Diallo a souligné la volonté de Macky Sall de maintenir cette relation privilégiée avec le Khalife et l'ensemble de la communauté tidiane. « Le président Macky Sall

nous a mandatés pour venir ici au nom du parti, mais aussi pour transmettre ses salutations et ses remerciements au Khalife général des Tidianes », a-t-il déclaré avec émotion.

Les liens qui unissent Macky Sall à la confrérie tidiane ne sont pas uniquement politiques. Ils reposent également sur une base spirituelle et culturelle, marquée par l'attachement de l'ancien président aux valeurs reli-

gieuses qui fondent une partie de l'identité sénégalaise. Abdoulaye Daouda Diallo a ainsi réaffirmé l'importance de la collaboration entre l'État et les confréries religieuses pour la stabilité et le bien-être du pays.

Outre les salutations au Khalife général, la délégation avait également pour mission de présenter les condoléances de la nation sénégalaise à la suite du drame survenu à Mbour. Un nau-

frage tragique a récemment coûté la vie à plusieurs personnes, plongeant le pays dans une profonde tristesse.

« Nous traversons une période de tristesse et de deuil national. C'est un moment où la nation doit se rassembler pour prier en mémoire des disparus », a exprimé Abdoulaye Daouda Diallo. Ce dernier a appelé à la solidarité nationale et à la prière collective pour les victimes et leurs familles, soulignant la nécessité de se soutenir mutuellement dans ces moments difficiles.

Ainsi, bien qu'éloigné du pays, Macky Sall continue de jouer un rôle dans la vie nationale, notamment en ce qui concerne la préservation des relations entre l'État et les autorités religieuses. Cette démarche renforce également la dimension humaine et spirituelle de son engagement envers la nation sénégalaise.

ECONOMIE *Difficultés de vente pour la raffinerie Dangoté*

Un marché sous tension

Latifath KOWENOU

Dangote Industries peine à vendre environ 29 camions-citernes de diesel par jour. Selon Devakumar Edwin, vice-président de la raffinerie, cette difficulté de vente est due à la baisse de la demande des négociants

en pétrole. Actuellement, les négociants n'achètent que 3% des produits de la raffinerie Dangote, a-t-il confié à LSI Africa. Plus de 95% des importateurs de produits pétroliers au Nigeria préfèrent les raffineries concurrentes à celle du magnat du ciment et du pétrole, Aliko Dangote.



EDUCATION *Rentrée scolaire 2024-2025*

L'adresse de Christhelle H. Alioza à l'endroit des acteurs

À l'aube de cette nouvelle rentrée scolaire 2024-2025, je voudrais saluer les efforts constants de l'État central et des autorités éducatives qui, sous l'impulsion du gouvernement, continuent de faire des progrès significatifs pour améliorer la qualité de notre système éducatif. La construction de nouvelles infrastructures, la formation continue des enseignants, ainsi que les initiatives pour renforcer la scolarisation et maintenir les filles à l'école sont des exemples concrets de cet engagement. Ces actions contribuent non seulement à réduire les disparités, mais aussi à garantir à chaque enfant, sans distinction de genre et condition sociale, l'accès à une éducation de qualité.

Nous adressons également une pensée particulière aux familles et aux élèves, en particulier aux orphelins et enfants vulnérables qui, malgré les difficultés, s'efforcent de poursuivre leurs études avec courage et espérance. Nous exprimons notre solidarité et notre compassion à leur égard, ainsi qu'aux parents célibataires qui, seuls, assument le poids des besoins de leurs enfants. Leur abnégation et leur force quotidienne méritent toute notre admiration.

Nos félicitations vont également aux enseignants pour leur dévouement et leur engagement indéfectible pour l'éducation et la formation de nos enfants. Dans un contexte parfois difficile, ils continuent de transmettre le savoir, de façonner les esprits et d'inculquer les valeurs essentielles de

discipline, de respect et de travail à notre relève. Que cette nouvelle année scolaire soit marquée par une collaboration renforcée entre enseignants, parents et élèves, afin que l'excellence soit au rendez-vous.

Enfin, à vous chers élèves, soyez consciencieux, studieux et respectueux envers vos enseignants et vos camarades. Vos efforts et votre sérieux sont les clés de votre succès et de votre avenir. Nous vous encourageons à persévérer, à rêver grand et à tout mettre en œuvre pour concrétiser ces rêves. De vous, nous attendons l'excellence, de meilleurs résultats par la discipline et le travail.

Nous souhaitons une excellente rentrée scolaire à toute la communauté éducative du Bénin. Que cette année soit porteuse de réussite, de croissance, de paix et d'harmonie pour tous !

Christhelle Houndonougbo Alioza.
CHA.


SOCIETE *Promotion et valorisation des atouts des communautés à la base*

Le Sic 2024, une opportunité d'investissements pour révéler les communes

Anselme Oricha

Initié pour répondre à l'urgence de révéler les potentialités des communes du Bénin, le Salon des Investissements Privés dans les Communes (SIC 2024) a ouvert ses portes ce jeudi 12 septembre 2024 à Cotonou. Mis en œuvre en synergie par le consortium Alcrer, Social Watch et VNG International à travers le programme PartiCIP au DEL, ce salon vise à valoriser les potentialités des communes et

à promouvoir les principes de la bonne gouvernance. Selon Martin Vioutou AS-SOGBA, président du comité de pilotage, le salon se positionne comme une réponse à la question de visibilité des initiatives locales et des opportunités prometteuses pour les investisseurs, les grands entrepreneurs et les structures de financement.

L'objectif de ce salon est d'inciter les communes à créer un espace d'échanges et de communication, à travers le-

quel elles pourront mieux « vendre » aux investisseurs, aux structures financières (banques et autres), aux partenaires au développement, ainsi qu'aux entrepreneurs les potentialités et les opportunités d'affaires offertes par leurs territoires. Les participants massivement mobilisés auront ainsi l'occasion de découvrir les projets d'investissement urbain et rural dans les communes.

Rendu possible grâce à la ferme volonté et à l'engage-

ment des Pays-Bas et de la République fédérale d'Allemagne, ce salon se positionne comme un carrefour d'échanges et d'opportunités entre partenaires, afin de relever les nombreux défis de développement auxquels les communes sont confrontées.

Dans son discours d'ouverture, le ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, Raphaël AKOTEGNON, a salué cette initiative, soulignant qu'elle s'inscrit parfaitement

dans la ligne du Programme d'Action du Gouvernement.

En plus des discours, les stands présentant les atouts et les richesses des communes ont été inaugurés, permettant aux investisseurs potentiels d'apprécier de visu les capacités des communes du Bénin. Durant les deux jours que durera ce salon, les participants auront l'opportunité de découvrir des projets d'investissement urbains et ruraux dans les communes.

Missérété accueille les jeunes joueurs béninois pour des stages

Faosiya SEFOU

Les 35 jeunes talents béninois présélectionnés pour le prochain tournoi qualificatif Ufoa B à la CAN U20 sont actuellement en plein stage de préparation. Depuis le mercredi 11 septembre, ces juniors se retrouvent au Centre technique de Missérété, sous la direction du manager général des équipes de catégories d'âge, Vincent Rautureau.

Ce stage intensif se caractérise par un rythme soutenu avec deux séances d'entraînement quotidiennes. Le programme varié mis en place par l'encadrement technique couvre plusieurs aspects du jeu, notamment la conservation de balle, les phases d'attaque et de défense, ainsi que le jeu de transition. Des oppositions sont également organisées pour tester la capacité des joueurs à réagir en situation réelle.



Cette première phase de préparation durera une semaine et sera suivie par un match test contre un club de la Ligue professionnelle. L'objectif de cette rencontre est d'évaluer le niveau des jeunes

joueurs et d'affiner les choix pour la sélection finale.

À l'issue de ce stage, le staff technique constituera un premier noyau de joueurs. Ce groupe restreint participera à un nouveau stage dans deux semaines, avec

une sélection toujours élargie. La liste définitive des joueurs qui représenteront le Bénin lors du tournoi qualificatif sera établie à la fin de ce second stage.

Pour rappel, le tournoi qualificatif Ufoa B à la CAN

U20 se déroulera du 17 au 31 octobre 2024 à Lomé, au Togo. Cette compétition est cruciale pour les jeunes talents béninois, qui aspirent à se qualifier pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations U20.

GUERITE TV
MONDE

Guérite TV Monde, le leader des Web TV au Bénin

Contact : 00229 97 26 26 71

SHANGAÏ

LABO PHOTO NUMÉRIQUE

 **97 22 44 85**

INFOLINE: +229 64 31 12 03 = 43 42 20 10



- ✓ **PHOTO D'IDENTITE**
- ✓ **PASSEPORT**
- ✓ **BIJOUX**
- ✓ **DV LOTERIE VISA**
- ✓ **VISA CANADIEN**

- ✓ **VISA AMERICAIN**
- ✓ **VISA SHEINGEN**
- ✓ **VISA FRANÇAIS**
- ✓ **PHOTO COMPLETE**
- ✓ **AGRANDISSEMENT PHOTO**

DIRECTION: FACE PROJET SONGHAÏ QUANDO PORTO-NOVO

ANNEXE: 300M À GAUCHE APRÈS PHARMACIE GBÔDJÊ À CÔTÉ DE MICROFINANCE LE DEFI